

Remobiliser le front intérieur



Par Mustapha Sehim

Faut-il céder au pessimisme voire à la sinistrose ? Le catastrophisme d'une certaine presse - pas seulement celle dont c'est pratiquement le fonds de commerce habituel - quant à la situation qui prévaut aujourd'hui dans le Royaume doit-il être accepté tel qu'il est présenté ? Faut-il donc, face à la montée des périls, liée notamment à l'affaire du Sahara, se croiser les bras et "gérer" ce qui se présente ? Ou bien ne convient-il pas de réagir en apportant des réponses politiques conséquentes à la gravité de la situation actuelle ?

On ne peut continuer à ne pas appréhender les nécessités d'un Conseil national de sécurité en mesure de réfléchir, aux côtés de S.M le Roi, sur une politique conséquente dans ce domaine.

Oui, la situation est pleine de dangers ! La proposition d'Alger visant à une partition du Sahara marocain n'est même plus le paravent des ambitions déclarées de ce pays voisin: elle est la traduction d'un axe hégémonique d'ouverture vers l'Atlantique formulé voici plus de trois décennies ; elle est aussi l'expression d'une stratégie d'endiguement et de cantonnement du Royaume. C'est à cela qu'il faut réfléchir en dégagant les voies et les moyens d'une démarche adéquate.

Le rapport des forces ne tient pas qu'aux voix que l'on peut rallier - ou non - à l'ONU et en particulier au Conseil de Sécurité char-

gé dans deux mois de prendre position sur le rapport de Kofi Annan de la semaine dernière. Il procède également de la situation du front intérieur. Et les éléments d'appréciation ne manquent pas à cet égard. Cela regarde nos capacités de mobilisation: comme on l'a souvent dit, dans ces mêmes colonnes, la place et le rôle des partis politiques sont incontournables pour l'encadrement des citoyens. Quand les choses deviennent sérieuses et graves - comme c'est le cas aujourd'hui avec les manœuvres algériennes contre nos provinces récupérées - c'est un correctif qui est apporté aux gesticulations médiatiques et autres de certaines associations dites de la "société civile" bénéficiant d'un traitement étonnant ces dernières années. La mise à niveau doit ainsi se faire, chacun assumant clairement ses fonctions. Et si cette conjoncture particulière se détériore, c'est encore aux partis qu'il faudra faire appel pour élargir les bases de la mobilisation populaire.

Retour donc de la politique ? Ou plutôt retour à la politique? Le fait est là: cette phase - là que nous vivons ne saurait être réduite à on ne sait trop quelles recettes "technocratiques"; bien au contraire: jamais, elle n'a été aussi politique parce qu'il s'agit de réussir la transformation de la fin de la séquence de transition initiée par feu S.M Hassan II en un processus d'une autre nature insérée dans une vision novatrice du Maroc démocratique de demain. Remobiliser le front intérieur; cela ne doit pas être un discours incantatoire; ce mot d'ordre doit s'articuler sur des mesures et des organes opératoires et crédibles. Cela ne peut évacuer, par exemple, la réactivation du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires Sahariennes pourtant annoncée dans le discours royal du 6 novembre 1999; pas davantage, l'on ne peut continuer à ne pas appréhender les nécessités d'un Conseil national de sécurité en mesure de réfléchir, aux côtés de S.M le Roi, sur une politique conséquente dans ce domaine. Un précédent existe: celui du même conseil créé en mars 1979 autour du regretté Souverain.

Il s'agit, en l'espèce, de responsabiliser et d'impliquer tous les décideurs dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique dont le problème central aujourd'hui est celui de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale. Il ne suffit pas de faire le bon diagnostic de la présente situation : il faut aussi lui apporter la médication qui la guérisse. □

L'ÉVÉNEMENT

Les Marocains face à la proposition algérienne

Non à la partition

La cinquantaine bien sonnée, le chauffeur de taxi n'a pas attendu que je lui adresse la parole pour engager la discussion. La proposition algérienne semble lui être restée dans la gorge. Pour le bonhomme l'idée de la partition est une bonne chose pour le Maroc puisqu'elle a "mis à nu la vérité de l'Algérie qui cherche à morceler le Maroc et à l'affaiblir afin d'arriver à ses visées géopolitiques en obtenant un débouché sur l'Atlantique".

Il pense également que seule la conjugaison des efforts de toutes les forces politiques, syndicales et culturelles nationales peut expliciter l'historique de cette question au plan international. On croyait le dossier du Sahara entermé, le voilà qui retrouve toute sa vigueur auprès d'une population qui a son opinion sur la question.

Rejet

Le Sahara après le dernier rapport de Kofi Annan est redevenu à la mode. Thème de prédilection des terrasses de café, il est également au cœur des débats populaires. Au Sahara même, les réactions ont été à la mesure de l'événement. Les élus et des chioukh d'Ousserd et de Lagouira ont dénoncé la proposition algérienne, contenue dans le dernier rapport du secrétaire général de l'O.N.U. sur la question du Sahara, relative à la partition du Sahara, réitérant leur rejet catégorique de cette proposition. Dans une communication tenue au nom des habitants de Lagouira, M. Salek Cheikh a réitéré, lors d'une réunion, vendredi dernier au siège de la municipalité, le rejet catégorique de la proposition algérienne.

De Layoune, c'est Omar Edabadda, membre du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires sahariennes qui a envoyé une correspondance dans laquelle il rappelle que les Marocains originaires du Sahara refusent la proposition de l'Algérie qui cherche en fait à obtenir un débouché sur l'Atlantique.

A l'étranger, plusieurs associations marocaines ont rapidement réagi à la question. La ligue des associations marocaines en Allemagne a dénoncé mardi la proposition algérienne insérée dans le rapport du secrétaire général de l'ONU, qu'elle juge "irresponsable et de nature à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Royaume". La ligue qui avait tenu une réunion extraordinaire, le lundi 25 février, à son siège à Dusseldorf, pour débattre de ces développements a publié un communiqué où elle précise que "les Marocains sont chez eux au Sahara et engagés par le serment de la Marche verte, fidèles à la mémoire des martyrs et à l'artisan de la Marche verte, rejettent cette proposition". Il semble que ce soit là l'avis de tous les Marocains. Monsieur tout le monde a toujours plus de bon sens que les hommes politiques. Pour ne pas se laisser dépasser, les partis politiques ont pris le train en marche.

C'est le parti au pouvoir qui a ouvert le bal pour dénoncer la proposition algérienne. L'USFP se devait de rappeler que le rapport de Kofi



• Mohamed Abied, SG de l'UC.

Annan a bien mentionné les efforts de M. James Baker, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, depuis 5 ans mais il n'a pas précisé que ces efforts ont été entravés par l'attitude de l'Algérie et du Polisario qui sont hostiles à toutes les initiatives de l'émissaire onusien.

Dans la foulée, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) a exprimé "son rejet total et définitif de toute hypothèse de solution reposant sur le découpage du territoire". Le PPS, "demeure attaché à l'accord-cadre prévoyant une solution rationnelle, garantissant la paix et la stabilité régionales: l'administration du territoire dans un contexte de la régionalisation et l'exercice de larges compétences aux représentants démocratiquement élus, des populations, dans le cadre de la souveraineté marocaine indivisible".

Mobilisation

Pour M. Mahjoubi Aherdane, le secrétaire général du Mouvement national populaire (MNP) qui a exprimé son refus catégorique de cette option et réitéré la mobilisation du peuple marocain à défendre l'unité nationale: "Si les Marocains ont organisé la Marche Verte dans les années 1970, une autre marche similaire s'avère nécessaire, mais, cette fois-ci, pour dire non et revendiquer leurs droits".

Même son de cloche du côté de l'Union Constitutionnelle qui a tenu une réunion le lundi 25 février à Rabat pour débattre de la question. Les membres du bureau politique considèrent que la partition n'est rien d'autre qu'un complot ourdi contre l'intégrité territoriale du Maroc.

Mohamed Abied, SG de l'UC appelle ainsi la communauté internationale et les organisations de défense de droits de l'Homme pour faire pression sur le Polisario et ses protecteurs pour mettre fin au calvaire des détenus marocains à Tindouf. Le rejet de l'option algérienne est unanime, une opinion publique unanime à dénoncer une Algérie qui ne parvient plus à camoufler ses convoitises. □

A.E.A